

Forums pour les joueurs

Faille dans l'auto-exclusion : paris possibles en bureau de tabac malgré interdiction

Par Flo34470 Posté le 25/02/2026 à 09h09

Bonjour à tous,

Je souhaite témoigner en tant que personne concernée par la dépendance aux jeux, dont je fais partie, et actuellement inscrite au fichier des joueurs exclus de l'ANJ.

Je me suis aperçu qu'il existe une faille importante dans le dispositif de protection : malgré mon interdiction de jeu, j'ai pu continuer à parier en bureau de tabac, sans aucun contrôle d'identité ni vérification de mon statut d'exclusion. J'ai également constaté qu'il était possible d'encaisser des virements de gains supérieurs à 300 euros dans ces conditions.

Cette situation est particulièrement dangereuse pour les personnes souffrant d'addiction au jeu, car elle permet de contourner très facilement une démarche d'auto-exclusion pourtant essentielle pour se protéger.

J'ai contacté la Française des Jeux par téléphone pour signaler cette faille, mais je n'ai pas pu obtenir de réponse concrète ni de canal de signalement accessible aux joueurs exclus. Le forum FDJ n'est pas accessible dans cette situation, et les témoignages publiés ici ne semblent pas faire l'objet d'un suivi par l'opérateur.

C'est pourquoi j'ai également fait remonter officiellement cette information auprès de l'Autorité Nationale des Jeux (ANJ), afin que cette faille soit examinée et que des mesures de contrôle effectives puissent être mises en place dans les points de vente.

Je partage ce témoignage pour alerter les autres joueurs et les professionnels sur cette réalité de terrain, qui fragilise les dispositifs de protection des joueurs vulnérables.

Faisins en sorte que l'ensemble des joueurs soient protégés

Merci pour votre lecture.

5 réponses

Yass - 25/02/2026 à 22h07

Bonjour,

Cette faille est une catastrophe et j'en ai été particulièrement victime ;(Après mon interdiction en ligne je me

suis rabattu sur le jeu au bureau de tabac et j'ai perdu des dizaines de milliers d'euros ainsi . Je me suis détruit je ne vois pas le bout ...

Flo34470 - 26/02/2026 à 09h00

Bonjour,

Ci- dessous le retour de l'ANJ :

« Bonjour,

Vous avez contacté l'Autorité nationale des jeux (ANJ) pour nous faire part de votre étonnement concernant la possibilité de continuer à jouer dans un point de vente physique malgré une interdiction de jeux.

En France, l'interdiction de jeux ne s'applique pas aux jeux d'argent proposés en points de vente physiques (par exemple dans un bureau de tabac ou un point PMU), ne nécessitant pas de se connecter avec compte joueur.

En effet, la loi ne prévoit pas l'extension de l'interdiction de jeux à ce type de jeux commercialisés en point de vente. Seul le législateur est compétent pour modifier ce cadre juridique, et non l'ANJ de sa propre initiative.

Toutefois, les débitants de jeux, dans le cadre de leur agrément, sont soumis à des obligations en matière de prévention du jeu excessif. Ils ne doivent notamment pas encourager ou stimuler un joueur présentant un comportement de jeu excessif.

Enfin, nous vous rappelons que la protection des mineurs et la réduction du jeu excessif ainsi que des dommages sociaux qui en découlent constituent des priorités majeures de l'action de l'ANJ. »

Il s'agit donc d'un problème législatif.

Par exemple la FDJ, pour les paris sportifs en point de vente pourrait tout à fait utiliser le pass majorité qui est présent sur l'application sport point de vente pour non seulement identifier le joueur lors de la prise de paris

(+18 ans) et voir si il n'y a pas des mesures d'exclusion à son encontre. A ce jour rien n'est appliqué, de nombreuses personnes qui n'ont pas 18 ans peuvent jouer à des jeux d'argent. Peu de contrôles sont présents.

A ce jour, seuls les jeux d'argents en ligne sont interdits mais les jeux en physique sont toujours disponibles. Un joueur qui veut d'exclure par mesure préventive et qui se bat quotidiennement pour ne pas rechuter peut se retrouver dans une situation similaire voir pire à celle qu'il avait auparavant...

Je ne comprends pas pourquoi l'Etat reste passif...

Moderateur - 26/02/2026 à 10h00

Bonjour Flo34470, bonjour Yass,

L'interdiction volontaire de jeux ne couvre effectivement pas les jeux vendus en point de vente physique comme vous l'a expliqué l'ANJ.

Nous comprenons que vous voyiez cela, de prime à bord, comme une "faille" : un joueur addict peut continuer à aller jouer. Ce que cela souligne c'est que pouvoir arrêter de jouer grâce ou non à l'interdiction ne résout PAS l'addiction. Ne plus jouer et ne plus être addict sont deux choses différentes. Pour vous sortir de l'addiction vous ne pouvez pas vous appuyer uniquement sur les obstacles mis entre le jeu et vous. Ce sont des facilités mais il reste nécessaire que vous travailliez aussi sur votre addiction.

L'addiction est une maladie qui nécessite un soin, y compris l'addiction aux jeux d'argent et de hasard. Les centres de soins qui prennent en charge cette addiction sont les Centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA). Les consultations sont gratuites. Avec les professionnels vous pourrez travailler sur ce qui a fondé votre addiction, sur les stratégies que vous pouvez mettre en place pour ne plus jouer, sur la prévention de la rechute, sur sa gestion si elle survient et bien d'autres choses encore.

Nous ne pouvons que vous conseiller d'avoir recours à cette aide pour vous en sortir. Pour trouver un CSAPA proche de chez vous vous pouvez utiliser notre annuaire (<https://www.joueurs-info-service.fr/Adresses-Utiles>) ou encore nous appeler au 09 74 75 13 13.

Enfin, même si l'interdiction s'étendait aussi aux points de vente physiques, cela n'empêcherait pas de jouer. Dans ce forum vous trouverez des exemples de joueurs qui, après s'est fait interdire de jeu en France, sont passés aux casinos en ligne, tous situés à l'étranger car interdits en France. Lorsqu'ils n'affrontent pas leur propre addiction et que celle-ci est très installée, les joueurs concernés finissent par contourner les protections mises en place.

Cordialement,

le modérateur.

Flo34470 - 26/02/2026 à 11h47

Monsieur bonjour,

Je vous remercie pour votre réponse et pour les informations concernant l'accompagnement en addictologie. Je suis tout à fait conscient que l'interdiction ne suffit pas à elle seule, et que le travail sur soi est indispensable pour sortir de l'addiction. Je comprends aussi que certains, malgré l'interdiction, trouvent d'autres moyens de jouer, comme passer par des proches ou des sites étrangers via VPN, et je ne conteste pas cela.

Cependant, je souhaitais partager ce post pour proposer une solution collective : que l'interdiction, au niveau national, devienne réellement totale sur tous les types de jeux, afin qu'elle ne puisse pas être contournée. Ce qui me peine, c'est justement de ne pas pouvoir témoigner sur les forums de la Française des Jeux, et ainsi de faire remonter cette réalité pour qu'elle soit prise en compte. Je voulais simplement attirer l'attention sur cette limite du dispositif, qui, selon moi, mérite d'être mieux adaptée pour protéger les joueurs déjà en difficulté.

Merci encore pour votre écoute.

Cordialement,

Flo34470 - 27/02/2026 à 20h05

Bonjour,

Dans la continuité de mes précédents messages concernant la portée de l'interdiction de jeux en point de vente physique, je vous informe que j'ai décidé d'adresser un courrier au Président de la République afin de porter cette réflexion au niveau national.

Ma démarche ne vise pas à contester le principe selon lequel l'addiction nécessite un travail personnel et un accompagnement adapté point sur lequel je suis pleinement d'accord mais à souligner une limite du dispositif actuel : lorsqu'un joueur est inscrit au fichier des interdits de jeux, l'interdiction ne s'applique pas aux jeux commercialisés de manière anonyme en point de vente.

Dans le courrier adressé au Président, j'ai exposé :
le constat de cette situation,
la confirmation apportée par l'ANJ sur le cadre légal actuel,
la nécessité, selon moi, de réfléchir à une évolution législative permettant de rendre l'interdiction réellement cohérente sur l'ensemble du territoire national.

Il me semblait important de vous informer de cette initiative, qui se veut constructive et orientée vers une meilleure protection des joueurs vulnérables.

Cordialement,